

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Vœux au chef de l'État : 2023 sous le signe

C'EST la grande annonce faite hier par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de la cérémonie solennelle des vœux du gouvernement, des institutions, des confessions religieuses, des organisations corporatistes, de la presse et du secrétariat général de l'institution présidentielle, à son endroit, au palais du Bord de mer. Occasion pour le premier gabonais de réaffirmer sa ferme volonté d'organiser une plate-forme de discussions devant être élargie aux partenaires sociaux. Tout comme il a promis, cette année, d'accorder la priorité des politiques publiques au développement des territoires.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

AU deuxième et dernier jour de la cérémonie solennelle de présentation des vœux au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et à son épouse Sylvia, la salle d'apparat du palais de la présidence de la République a reçu hier le gotha politico-institutionnel et religieux du pays. Ce fut une opportunité pour le chef de l'État d'aborder les questions relatives à la paix, au dialogue et au développement "harmonieux" des territoires.

"Nous avons tendance à oublier ce que nous possédons", a souligné d'entrée le président de la République. À l'en croire, aucun développement ou épanouissement, encore moins l'amélioration des conditions de vie des populations ne pourrait se faire sans stabilité et paix. La volonté de faire bouger les lignes devrait correspondre à la préservation et la culture des valeurs du vivre-ensemble. Ainsi, le chef de l'État est revenu sur son discours à la Nation du 31 décembre dernier. Notamment l'annonce de l'organisation d'un dialogue devant réunir dans les mois à venir, les acteurs de la classe politique gabonaise autour des thématiques en rapport avec les

idéaux de cohésion politique dont l'objectif est d'assainir la sphère politique à l'orée des prochaines échéances nationales. Notamment les élections générales, à savoir : la présidentielle, les législatives et les locales programmées pour se tenir cette année. Avant d'exprimer sa volonté de voir se tenir un dialogue social réunissant tous les syndicats "responsables". C'est dire que des retrouvailles des partenaires sociaux sont fortement envisageables. "Le dialogue ne devrait pas seulement concerner les acteurs politiques. Mais la société civile également", a-t-il déclaré.

Dans sa réponse aux vœux de tous, Ali Bongo Ondimba a également abordé l'épineuse question de la pauvreté qui prend des proportions inquiétantes dans l'arrière-pays. Aussi, pour y faire face, il a proposé comme modèle économique, le développement territorial. Selon ses dires, un "développement harmonieux" est le socle de la mise en valeur de nos territoires en vue de favoriser l'épanouissement des populations rurales. Tout ceci ayant pour but, selon lui, de participer activement au partage des richesses. Ce d'autant plus que les emplois générés ne seront que la résultante d'une politique mettant au centre des populations longtemps laissées-pour-compte au profit des villes et centres urbains.

Le secteur privé n'était pas en reste dans l'intervention du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Ce fait, 2023 devrait voir coïncider avec dynamisme l'économie et la prospérité partagées. Ce qui aura pour avantage de lutter efficacement contre la vie chère qui, à son avis, est un "engagement constant" de sa part. Dans la même dynamique, il n'a pas dissocié ses objectifs du renforcement de la politique de préservation de l'environnement dont le Gabon passe désormais pour une référence mondiale. Relevant au passage les inlassables efforts dans le cadre de la préservation de la biodiversité. Ce d'autant plus que le pays a le plus de carbone positif au monde. À noter qu'au cours de cette cérémonie, Ali Bongo Ondimba n'aura pas manqué d'interpeller ses compatriotes sur certaines notions telles que le respect des institutions, l'intérêt supérieur de la Nation, la lutte contre les fake news, entre autres.



Ali Bongo Ondimba, hier, répondant aux vœux du gouvernement, des institutions et des confessions

FLORILÈGE

 Lucie Mbébe Auhassan-Mbessan PRÉSIDENTE DU SENAT : "Oublions nos querelles pour une rencontre féconde (N.D.L.R. concertation politique), et ensemble bâtissons un édifice nouveau auquel nous aspirons, afin qu'aux yeux du monde et des nations amies, le Gabon immortel, reste digne d'envie".	 Faustin Boukoubi PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : " Nous soumettrons incessamment une proposition de loi susceptible d'instaurer la parité, en favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats parlementaires".	 Jean-Paul Komanda PREMIER PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT : " Monsieur le président de la République, le chantier de la justice est immense. Vous avez décidé de le dynamiser et de le porter".	 Sébastien Moutourne DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE GABONAISE DE PRESSE : " Dans la presse publique, les préoccupations restent toujours : la formation, le renforcement des capacités et l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels".	 Jean-Yves Teale SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE : " Notre action de modernisation de l'administration présidentielle s'est poursuivie tout au long de l'année 2022, avec le réaménagement du travail, la valorisation de notre capital humain et la poursuite des mesures sociales au bénéfice des personnels, entre autres".
--	---	--	--	--

de la paix et du dialogue



religieuses, entre autres.

"Verdir" la législation

J.K.M
Libreville/Gabon

EN droite ligne du leadership affirmé du président de la République, Ali Bongo Ondimba, en matière de protection de l'environnement, la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, en lui présentant, hier, ses vœux ainsi qu'à son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, a relevé la nécessité de "verdir" notre législation.

Ce qui reviendrait, selon elle, à garantir avec une plus grande efficacité juridique les droits environnementaux, "droits de troisième génération pas suffisamment assurés par les dispositions légales en vigueur". Et de clamer : "Nous devons renforcer notre corpus juridique afin qu'il puisse porter nos objectifs environnementaux". Une démarche qui, de toute évidence, a-t-elle précisé, permettra de consacrer les principes d'intégration, de précaution, de prévention, de pollueur-payeur.

"En consacrant ces principes, nous pourrions construire un droit de l'environnement solide, pertinent qui préservera les générations présentes et futures", a-t-elle clamé. Ce d'autant plus que, a-t-elle indiqué, "le drapeau de la République gabonaise est



La présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, lors de son intervention..

une ode à la nature. Il dit à quel point nous lui sommes indissociablement liés, combien elle nous est chère et symbolise notre nation. Le Vert de notre si précieuse forêt équatoriale ; le Jaune si vif du soleil équatorial ; le Bleu de cette eau partout présente sur toute l'étendue du territoire." Bref, pour Marie-Madeleine Mborantsuo, le droit positif gabonais doit être à la hauteur de la dimension des efforts consentis par notre pays dans le domaine de la préservation de l'environnement et de la biodiversité. Tant le Gabon fait office de modèle sur le continent et ailleurs.

Encore du travail à réaliser !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"LE gouvernement est conscient qu'il reste encore du travail à réaliser". Ces mots de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, ont eu hier une résonance toute particulière, au palais de la présidence de la République, à l'occasion de la présentation des vœux au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et à son épouse, Sylvia. Comme elle l'a elle-même reconnu, en dépit des réalisations matérialisées, l'année écoulée, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation

(PAT) dans les secteurs de la santé, l'éducation, la formation professionnelle, l'eau, l'énergie, les infrastructures, etc., de nombreux chantiers, requérant des délais d'exécution assez longs, restent à concrétiser. De fait, a-t-elle indiqué, "nous demeurons pleinement mobilisés et davantage déterminés à accélérer la cadence, afin de les finaliser". Pour ce faire, elle devrait, sans nul doute, maintenir le rythme des réformes que son gouvernement a accomplies sous l'impulsion du président de la République. Des réformes qui s'avèrent nécessaires, au regard des enjeux de l'heure et de l'ensemble d'un certain nombre

de pesanteurs qui obèrent le développement harmonieux de notre pays.

C'est pourquoi Rose Christiane Ossouka Raponda a inscrit son action ainsi que celle de son gouvernement dans la durée. Un avenir qu'elle entend contribuer à façonner, au nom de notre mère Patrie, en cultivant "toujours les valeurs d'union, de solidarité et de cohésion, afin de hisser toujours plus haut et toujours plus loin, notre très cher et beau pays."

D'autant plus que, a-t-elle fait valoir, "la Patrie, c'est l'âme vivante du peuple gabonais. C'est le fil invisible qui nous relie tous, Gabonais d'ici ou



La première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, lors de son allocution.

compatriotes de la diaspora, citoyens de toutes origines, de

toutes conditions et de toutes croyances".